



Independent observer
of the Global Fund

PETER SANDS APPELLE À UNE AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS NATIONAUX LORS DE LA RÉUNION DE L'ICASA AU RWANDA

Peter Sands, Directeur général du Fonds mondial, a appelé les pays partenaires de la région africaine à accroître les investissements nationaux en faveur de ces trois maladies, lors de la 20e Conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA) qui s'est tenue à Kigali, Rwanda du 2 au 7 décembre. Le thème principal de la conférence était une Afrique sans sida grâce à l'innovation, aux communautés et au leadership politique. L'appel en faveur d'une augmentation du financement intérieur fait suite à la sixième Reconstitution des ressources, qui a permis au Fonds mondial de recueillir [14 milliards de dollars pour le cycle de financement 2020-2022](#).

Tout en partageant le point de vue du Fonds mondial sur la poursuite des progrès dans la riposte au sida lors d'une réunion-débat sur ce sujet organisée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Sands a souligné l'importance d'accroître les dépenses intérieures pour la riposte au sida. Il a noté qu'il y avait deux types d'objectifs définis dans l'argumentaire d'investissement pour la sixième reconstitution des ressources. Premièrement, l'objectif global du Fonds mondial était de mobiliser 14 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport au cycle de reconstitution précédent. Deuxièmement, le Fonds mondial prévoyait que les pays récipiendaires mobilisent 46 milliards de dollars en ressources intérieures pour les trois maladies au cours de la période 2021-2023, grâce à leurs engagements de cofinancement ; les 46 milliards de dollars représentent une augmentation de 48 % par rapport à la période 2018-2020. "Les deux objectifs doivent être atteints si nous voulons soutenir et intensifier la lutte contre le VIH avec succès ", a déclaré M. Sands.

En effet, le Fonds mondial a atteint l'augmentation de 15 % visée dans l'argumentaire d'investissement.

M. Sands a fait remarquer que cette augmentation est “la preuve de la durabilité de l’engagement international à soutenir la lutte contre le VIH” et a exhorté les pays en développement à accroître également leurs contributions à ces trois maladies. Sands a noté que même si l’augmentation de 48 % semble être un “étirement”, les pays en voie de mise en œuvre ont réalisé un exploit similaire au cours de la période de mise en œuvre actuelle 2018-2020 en augmentant leurs contributions aux trois maladies de 46 % par rapport à la période 2015-2017.

“Nous utiliserons certainement cette augmentation [l’augmentation de 15 % obtenue lors de la sixième reconstitution des ressources] comme levier dans nos négociations avec les gouvernements sur ce qu’ils doivent faire pour renforcer leur partenariat avec nous “, a-t-il déclaré. Les négociations iront au-delà des questions financières et mettront l’accent sur les changements de politiques, comme celles sur les frais d’utilisation ou l’élimination des obstacles juridiques à l’accès aux services pour les populations clés, a-t-il ajouté.

Recommandations clés pour l’augmentation des investissements nationaux

M. Sands a livré quelques recommandations sur l’augmentation des investissements nationaux dans le domaine de la santé lors de la session de l’ONUSIDA ainsi que pendant l’une des séances plénières de la conférence :

Premièrement, les pays doivent intensifier leurs efforts de mobilisation fiscale. Premièrement, les pays doivent intensifier leurs efforts de mobilisation fiscale. La plupart des pays ne collectent pas suffisamment de fonds (en impôts) auprès de leurs propres populations, a-t-il dit. [Un document de travail du FMI de 2019 sur la mobilisation des recettes fiscales](#) dans les pays à faible revenu a noté que les pays à faible revenu ne perçoivent que 16 % de leur PIB sous forme d’impôts, contre 26 % pour les économies avancées. M. Sands a souligné que les objectifs visant à mettre fin aux trois maladies ne peuvent pas être atteints par des dépenses directes ou par le seul secteur privé, mais nécessitent un financement soutenu de la part du gouvernement. Il a fait remarquer la nécessité pour les pays africains de mettre en place des mécanismes de recouvrement des impôts résistants et efficaces.

La nouvelle Directrice générale de l’ONUSIDA, Winnie Byanyima, s’exprimant dans le même panel, a déclaré qu’elle était troublée par la réduction des dépenses de santé de certains pays africains, dont le Kenya et la Zambie, au détriment du service de la dette. Mme Byanyima a mis en garde contre le recours aux impôts indirects – c’est-à-dire les taxes sur les biens et services – qui sont “deux fois plus néfastes [pour] les pauvres “. Elle a déclaré que les pauvres finissent par payer plus d’impôts via ce mécanisme, et pourtant les impôts générés ne suffisent toujours pas à leur garantir des services de qualité.

Byanyima a plutôt recommandé que les pays renforcent la collecte de l’impôt sur les sociétés. Elle a noté que les pratiques fiscales dommageables, telles que les entreprises qui investissent dans des pays en espérant bénéficier d’exemptions fiscales, érodent les bases fiscales nationales et poussent les pays à recourir davantage aux impôts indirects. Byanyima a affirmé que si les pays réduisaient les exonérations fiscales, l’augmentation des recettes fiscales qui en résulterait suffirait, dans certains pays, à financer l’ensemble du budget de la santé.

La deuxième recommandation de Sands était d’augmenter la proportion des fonds alloués au secteur de la santé. En référence à la Déclaration d’Abuja de 2002, dans laquelle les chefs d’État africains se sont engagés à consacrer au moins 15 % des dépenses publiques totales à la santé, Sands a noté que seuls quelques pays atteignent cet objectif. En fait, seuls Madagascar et le Soudan ont atteint la cible de 15 % en 2018, selon la fiche d’évaluation de l’Union africaine sur le financement national de la santé. “ Si nous voulons vraiment arriver à la couverture universelle de santé (CSU), 15 % devrait être le minimum “, a-t-il dit. “La couverture universelle n’est pas une option bon marché, mais c’est une option brillante “, a-t-il ajouté. Il a noté que les pays développés consacrent une plus grande proportion de leurs dépenses

publiques totales à la santé.

La troisième recommandation est que l'argent doit être dépensé dans les bons programmes. M. Sands a félicité le Rwanda comme l'un des rares pays qui a vraiment mis l'accent sur les soins de santé primaires (SSP). Il a noté que l'efficacité dans l'allocation des fonds, observée dans de nombreux pays, indique que les pays ne dépensent pas les ressources en soins de santé dans les bons programmes. Dans certains pays, a-t-il dit, l'argent est dépensé pour les besoins de l'élite plutôt que pour ceux qui sont les plus vulnérables.

La quatrième recommandation porte sur l'utilisation efficace des ressources. M. Sands a fait remarquer que la plupart des systèmes de santé sont enclins au gaspillage. Le [gaspillage](#) peut provenir de services ou de processus qui sont nocifs ou qui ne procurent pas d'avantages, ou de coûts qui pourraient être évités en introduisant des solutions de rechange moins coûteuses offrant des avantages identiques ou supérieurs. En effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé en 2010 que [20 à 40 % des ressources de santé de santé sont gaspillées](#). Sands a appelé à une plus grande transparence dans l'utilisation des ressources de santé, à la réduction de la corruption et à une plus grande responsabilisation.

Enfin, les ressources doivent cibler les populations qui en ont le plus besoin, y compris celles qui sont marginalisées, criminalisées ou les plus à risque. Il a noté que les gouvernements doivent travailler avec la société civile, qui est un acteur clé, non seulement pour le plaidoyer, mais aussi pour la fourniture de services aux communautés.

Le secteur privé peut contribuer à fournir de l'innovation et de l'expertise technique

M. Sands a souligné le rôle essentiel du secteur privé dans la lutte contre les trois maladies et dans le renforcement des systèmes de santé. Par exemple, il a noté que le secteur privé a contribué pour plus d'un milliard de dollars à la sixième reconstitution des ressources du Fonds mondial. Ce montant représente la contribution du secteur privé la plus élevée jamais versée au Fonds mondial depuis sa création. Le Fonds mondial a également conclu des [partenariats avec des organisations du secteur privé](#) pour aider à résoudre des problèmes cruciaux en utilisant des moyens financiers innovants et des technologies mobiles et numériques.

Toutefois, M. Sands a mis en garde contre l'idée couramment répandue selon laquelle le secteur privé serait un "chevalier en armure étincelante", soulignant que les pays ne peuvent pas mettre en place un système de financement de la santé durable fondé sur le mécénat d'entreprise. M. Sands a affirmé que le plus grand rôle que le secteur privé peut jouer est la création d'emplois qui, à leur tour, constituent l'assiette fiscale nationale. Dans l'ensemble, le secteur privé offre une innovation, une capacité et une infrastructure qui pourraient aller beaucoup plus loin dans l'appui à la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé.

L'article ne comprend pas les discussions qui ont eu lieu lors d'une séance spéciale de la Réunion annuelle des dirigeants – Investir dans la santé, au cours de laquelle Peter Sands a participé à un débat d'experts. L'objectif de la session était de promouvoir, lors de la Réunion du leadership en Afrique, une augmentation du financement national pour la santé. [La Réunion annuelle du leadership – Investir dans la santé](#) est une initiative de l'Union africaine qui vise à accroître les engagements en faveur de la santé, à améliorer l'impact des dépenses et à assurer la réalisation de la couverture sanitaire universelle dans les États africains. L'Observateur du Fonds mondial fera un rapport à ce sujet dans les prochains numéros.

Documents complémentaires:

- The Global Fund [Investment Case: Sixth Replenishment 2019](#)
- International Monetary Fund (IMF) Working Paper. [Case Studies in Tax Revenue Mobilization in Low-Income Countries](#), May 2019

[Read More](#)
